

# CCIGinfo

Bulletin d'information de la  
Chambre de commerce, d'industrie  
et des services de Genève

moins  
de papiers  
plus  
d'efficacité

devillard.ch



GED - COPIEURS - IT  
devillard

## Aménagement

Deux projets d'aménagement en Ville de Genève créent la polémique: «Clé-de-Rive» et le quai des Bergues. ► PAGE 3

## Innovation

La CCIG soutient l'innovation ouverte au travers d'événements inclusifs co-organisés avec le festival Open Geneva. ► PAGE 6

## Étude sur la croissance

La première étape de l'étude a permis d'identifier les forces et faiblesses des indicateurs de la croissance. ► PAGE 7

### RELATIONS SUISSE-UNION EUROPÉENNE

# Battons-nous pour les bilatérales, en danger d'extinction !

Après un rappel historique le mois dernier, le CCIGinfo consacre cet article aux arguments contre l'initiative anti-bilatérales soumis au vote des Suisses le 17 mai prochain. Un refus s'impose impérativement.



Sous ses intitulés anodins, l'initiative « pour une immigration modérée » (ou de limitation) est une bombe en puissance. Premièrement, elle voudrait supprimer l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne (UE) et l'Association Européenne de libre-échange (AELE). Or, non seulement il constitue la pierre angulaire des bilatérales 1, mais, en vertu de la clause guillotine, son retrait entraînerait la fin des six autres accords

dans un délai de douze mois ! Deuxièmement, l'initiative inscrirait dans la Constitution que la Suisse ne pourra plus jamais conclure un accord octroyant des droits de libre-circulation à des étrangers. En fait, elle dénonce un dispositif efficace sans apporter d'avantages, ni proposer d'alternative valable.

Pour rappel, la libre-circulation des personnes permet par exemple à une entreprise industrielle de recruter

la main d'œuvre qualifiée dont elle a besoin pour produire ses outils. À l'inverse, un fabricant de machines-outils peut envoyer ses collaborateurs assurer une maintenance auprès de clients européens sans tracasserie administrative.

### Une interdépendance incontestable

Plus encore que la Grande-Bretagne, sortie de l'UE le 31 janvier dernier, la Suisse est dépendante du reste du monde, a fortiori de l'Europe (52 % des exportations). Dépourvue de matières premières, elle a bâti son économie sur des exportations liées à son savoir-faire. Une ouverture qui lui a permis de tisser des liens uniques avec les plus grandes puissances mondiales. Sans relations institutionnelles stables avec l'Europe, qui lui assurent un accès à une foule de marchés, elle devrait se tourner vers l'Asie (22% des exportations) ou l'Amérique du Nord (18%), d'ailleurs en perte de vitesse.

En cas de oui, les effets sur le marché du travail helvétique seraient désastreux à terme. Des centaines de milliers d'emplois dépendent des bilatérales, y compris dans les régions les plus reculées. La plupart d'entre eux ont été créés grâce à la prospérité insufflée par ces accords.

### Des effets en cascade

Il y a juste 20 ans, plus de deux tiers des Suisses acceptaient les bilatérales 1. Cette voie est une solution sur mesure, longuement négociée, qui a permis d'éviter l'adhésion à l'UE. Il serait suicidaire de détricoter un processus qui a largement fait ses preuves. Hormis l'accord sur les personnes, les six autres bilatérales concernent l'agriculture, les obstacles techniques au commerce, les transports terrestres (voir premier témoignage ci-après), le transport aérien (voir deuxième témoignage ci-après), les marchés publics et la recherche. Rien que sur ce dernier volet, la recherche et l'innovation ont enregistré un gain d'efficacité de 20 %

et créé une valeur ajoutée dépassant 2 milliards de francs par an !

Grâce aux bilatérales dans leur ensemble, les revenus par an et par habitant sont jusqu'à 4400 francs supérieurs à ce qu'ils seraient sans elles, ont calculé des experts. Si les accords de Schengen/Dublin (qui facilitent les voyages entre la Suisse et l'UE grâce à la suppression des contrôles aux frontières) ne sont pas directement liés aux bilatérales 1, ils vont de pair avec la libre-circulation des personnes; leur avenir serait sans doute compromis par l'acceptation de ladite initiative.

### L'accord-cadre en toile de fond

Autre objet négocié actuellement avec Bruxelles: l'accord-cadre institutionnel, indispensable à la prospérité de la Suisse et qu'un oui le 17 mai mettrait à mal. Lors d'un récent événement organisé à la HEG-Genève, economiesuisse avait déjà clairement plaidé en faveur des

suite page 2



e-Potek SA

## Refinancez votre hypothèque aux meilleures conditions.

**0.98%**  
à  
25 ans.

INFO@E-POTEK.CH

+41(0)22 566 01 10

WWW.E-POTEK.CH

NATHALIE **HARDYN**  
Directrice politique



## À la découverte de l'économie réelle

L'une des missions fondatrices de la CCIG est de bâtir des ponts entre les mondes politique et économique. Ernest Pictet, lors de la séance constitutive de la Chambre de commerce de Genève, en 1865, a déclaré que « l'un de ses principaux devoirs sera d'éclairer le gouvernement cantonal et fédéral de ses renseignements (et) de leur adresser des demandes et des suggestions. »

« Des demandes et des suggestions », la CCIG n'en est pas avare. Mais pour ce qui est d'« éclairer », quoi de mieux que de permettre aux élus locaux de se rendre compte par eux-mêmes de la réalité des entreprises, en s'immergeant au cœur de leurs activités ? Les visites mises sur pied par la CCIG rassemblent à chaque fois nombre d'élus (ou candidats) du Grand Conseil et de conseils municipaux. Si ces opérations rencontrent un franc succès, c'est qu'elles concernent des lieux aussi variés qu'une multinationale ou un artisan chocolatier. Et surtout elles répondent à une demande croissante de proximité de la part de nos élus.

Quatre rencontres sont déjà au programme cette année, autour d'un concept en trois temps : un exposé de l'entreprise hôte, une visite in situ et un apéritif de réseautage. Une formule dynamique qui permet au politicien, quel que soit son parti, de récolter des informations pratiques. Il découvre les liens de cette entreprise avec les territoires extérieurs, les problèmes administratifs qu'elle rencontre (ou non !), les réalités fiscales qu'elle doit assumer, les innovations du moment ou encore ses actions en faveur du développement durable. Autant de points qui lui seront utiles durant son mandat pour voter de façon éclairée, voire pour actionner le bon levier parlementaire.

Dans le cadre de ce programme, des fleurons de l'économie genevoise, des sites industriels ou sociétés de service souvent peu accessibles ont accepté d'ouvrir leurs portes. Genève regorge d'entreprises inventives, désireuses d'appliquer les meilleures pratiques tant dans le cœur de métier que dans leur gestion et, surtout, qui ne tendent que vers un but : que le fruit de leur activité profite au plus grand nombre au travers de la valeur ajoutée créée pour le canton.

ÉDITORIAL

suite de la page 1 ►

actuelles relations européennes. Comme l'avait dit sa directrice Cristina Gaggini, « la Suisse est petite, mais costaud, disposant des ressources de ses cerveaux. Cependant, le marché intérieur est trop étroit, l'accès à l'Europe est donc indispensable. Ce qui compte, ce sont les échanges facilités, pas forcément une union politique ». Lors de cette conférence, le conseiller d'Etat MCG Mauro Poggia avait lui-même plaidé « pour le maintien des bilatérales ».

En conclusion, même si la Suisse parvenait à conclure un accord de libre-échange étendu avec Bruxelles, celui-ci n'offrirait jamais à ses entreprises un débouché européen aussi idéal que les bilatérales. « L'abandon du premier paquet d'accords pourrait coûter de 460 à 630 milliards de francs en 20 ans à la

Suisse », a rappelé la conseillère fédérale Karine Keller-Sutter en lançant la campagne officielle le

11 février contre l'initiative. Ne l'oublions pas au moment de glisser son bulletin dans l'urne le 17 mai. ■

### Les cinq raisons de dire non

Il existe cinq raisons essentielles pour refuser l'initiative de limitation :

- 1 Elle torpille définitivement les accords bilatéraux.** Elle ne laisserait que très peu de temps à la Suisse pour négocier sa sortie des bilatérales (12 mois pour négocier la fin de la libre-circulation des personnes et 30 jours pour dénoncer l'accord, en cas d'échec).
- 2 Elle ne propose aucun plan B aux accords.** Elle aboutirait à une solution quasi inextricable et préjudiciable pour chacune des parties prenantes. Ni la voie de l'adhésion à l'UE, ni celle de l'Espace économique européen, ni celle de la voie solitaire ne recueille d'avis majoritaires favorables.
- 3 Elle plonge la Suisse dans une longue période d'incertitudes.** Elle survient dans un contexte tendu pour le commerce international (regain de protectionnisme) et fermerait le principal marché de la Suisse.
- 4 Elle fait perdre à la Suisse des avantages essentiels.** Elle couperait une source de prospérité sans égal pour la Suisse, que personne n'a intérêt à tarir. Et ceci tant sur le plan de l'emploi que des finances publiques.
- 5 Elle prive les Suisses de leurs libertés.** Elle serait un frein indéniable à la liberté de mouvement des Helvètes et inversement, qu'il s'agisse de semestres d'échange pour les étudiants ou de voyages d'affaires. 460 000 citoyens helvétiques vivaient sur sol européen en 2018.

## Deux Membres de la CCIG témoignent



Isabelle Harsch, directrice de l'entreprise Harsch Transports

Les accords bilatéraux ont œuvré au boom de notre entreprise familiale, créée dans les années 50 et aujourd'hui au chiffre d'affaires de plus de 20 millions de francs. Une partie de nos 130 collaborateurs est constituée de ressortissants européens, notamment les chauffeurs poids lourds. Si la libre-circulation des personnes devait tomber, cela aurait inévitablement un impact à la hausse sur les prix, car on manquerait de ressources pour réaliser nos opérations et cela renchérirait considérablement le coût du travail. Même en nous diversifiant et en apportant un service de qualité, cela ne suffirait pas à nous démarquer. La concurrence est très féroce dans le transport de marchandises, où l'on doit rester assez gros pour pouvoir exister. Or, si l'initiative passait, nous devrions redimensionner toutes les activités. Nous faisons actuellement une « navette » hebdomadaire entre Genève et Paris, qui serait compliquée à maintenir.

Au niveau macroéconomique, toute l'économie serait impactée, et cela aurait aussi des effets indirects pour nous. Les bilatérales constituent la meilleure solution pour les échanges commerciaux, ce que même la Grande-Bretagne n'a pas obtenu à ce jour de la part de l'Union européenne. On peut ne pas scier la branche sur laquelle on est assis, l'enjeu est trop grand.



Lorenzo Stoll, directeur de Swiss à Genève

Swiss se donne pour mission de connecter notre pays au monde entier. Pour atteindre cet objectif, elle investit des milliards de francs dans le renouvellement de sa flotte, l'extension de son réseau de destinations et ses collaborateurs. Avec la mise en service de deux Boeing 777 supplémentaires en 2020, la compagnie va créer près de 600 nouveaux emplois en Suisse. Le marché du travail dans le pays est trop petit pour couvrir nos besoins sur certains types de profils, tels que les pilotes. Une limitation de l'accès au marché du travail européen aurait de graves conséquences pour Swiss, non seulement pour trouver les talents nécessaires à notre fonctionnement, mais aussi sur notre modèle d'affaires.

Cette initiative risque aussi de remettre en question les accords aériens contenus dans les bilatérales. Elle aurait comme impact presque immédiat une diminution drastique des liaisons offertes par Swiss en Europe et, par conséquent, sur notre réseau intercontinental, qui se verrait fortement réduit. Cette réduction entraînant de facto une réduction de la connexion de la Suisse au monde et une restructuration à la baisse de la compagnie. Si nous voulons continuer à jouer notre rôle, nous devons disposer d'un cadre politique et législatif ouvert et stable. L'initiative de limitation représente un vrai risque pour Swiss, mais aussi pour toute l'économie helvétique.

## Informatique pour entreprises

dc

L'équipe dci prend vos questions et vos besoins très au sérieux

Vous disposez d'un service proactif, attentif et qualifié pour garantir la performance de votre informatique

Faites votre métier dans les meilleures conditions numériques

Prenez contact sans engagement pour en savoir plus :  
jose.dimunno@dcinet.ch 022 566 02 70 www.dcinet.ch

### Nos prestations

Office 365  
Gestion de parc PC/Mac  
Sauvegardes hors site  
Téléphonie IP

## AMÉNAGEMENT

# La ville est ... en Ville, et les commerces aussi !

Dès qu'on parle de voitures et d'aménagement en ville, il n'y a pas que le climat qui chauffe, les esprits aussi. Deux projets, a priori frappés au coin du bon sens, créent la polémique depuis plusieurs semaines : le projet de Clé-de-Rive et l'aménagement (ou son absence) du quai des Bergues.



L'aménagement du quai des Bergues crée une divergence entre pro-voitures et pro-piétons.

Point commun : dans les deux cas, d'aucuns veulent voir les lieux transformés en petit coin de campagne. Sauf que, dans la vraie vie, les activités économiques et, notamment les commerces, se trouvent en ville, là où l'on doit pouvoir circuler, à pied, en bus, en vélo... mais aussi en voiture.

## Pour un rond-point de Rive tourné vers l'avenir

Depuis un peu plus de 10 ans, il est question de rendre agréable le rond-point de Rive qui, pour le moment, est surtout un espace mort où s'enquillent les bus en partance pour la campagne. Le projet comprend donc la piétonisation de 33 000 m<sup>2</sup> compris, grosso modo, entre la rue Ferdinand Hodler et le quai Gustave-Ador, le boulevard Helvétique et la rue d'Italie.

Les places de stationnement supprimées en surface seraient compensées par la création d'un parking souterrain de 498 places voitures (dont 100 réservées aux habitants) et 388 places deux-roues. Et, inutile de le préciser, le « hub » de transports publics demeure (déplacé du rond-point de Rive au bas de la rue d'Italie). L'espace public ainsi créé s'accompagne comme il se doit d'une arborisation conséquente.

Si le parking est naturellement un ouvrage privé, il est moins naturel que le promoteur contribue pour plus de 3 millions de francs aux aménagements de surface, dont le montant total, pour la Ville de Genève, s'élèverait à 24 millions.

Ce projet est combattu par référendum au motif qu'il revient à créer un « aspirateur à voitures », selon l'expression que la gauche a consacrée au siècle passé déjà. On peine toutefois à déceler de la cohérence quand, dans le même souffle, certains préconisent la piétonisation sans parking afin de mieux pouvoir éviter l'exode des commerces vers les périphéries.

Qui veut favoriser les commerces locaux, concurrencés par le web et mis au défi par un franc fort, doit penser à comment faciliter l'accès de la clientèle aux points de vente physiques. Or, Clé-de-Rive offre, aux yeux de la CCIG, l'exemple parfait du projet qui combine accessibilité par tous les modes de transport et plaisir de la flânerie.



C'est également l'opinion de la conseillère municipale Marie Barbey-Chappuis, défenseur de longue date de ce projet : « Je le trouve cohérent et pragmatique. Cela fonctionne à Bordeaux ou à Lyon : nous devons nous en inspirer ! Le secteur de Rive est indigne d'un centre-ville comme Genève. Il a été abandonné à l'anarchie d'un trafic intense et dangereux. Le projet Clé-de-Rive permettra au contraire de valoriser et d'embellir ce quartier, d'en faire un secteur convivial avec des terrasses et de la végétalisation ». Marie Barbey-Chappuis est aussi convaincue que « cette réalisation serait un plus pour l'attractivité des commerces du centre-ville, qui doivent

aujourd'hui faire face à une concurrence accrue des zones commerciales en périphérie. »

## « LE PROJET CLÉ-DE-RIVE PERMETTRA DE VALORISER ET D'EMBEILLIR CE QUARTIER. »

Si le parking ne se fait pas, le périmètre de piétonisation sera fortement réduit, car il faudra respecter la loi cantonale qui oblige à compenser en sous-sol les places de parking supprimées en surface. Le vrai défi réside plutôt dans la manière de conduire un chantier important pour qu'il cause le moins de disruption possible pour les commerçants riverains : des mesures significatives (telles que le confinement du chantier) ont d'ores et déjà été prévues.

## Une cohabitation est possible !

Autre lieu, autre problème, mais ce sont toujours les commerçants les « dindons de la farce » : le quai des Bergues. Avant de parler d'aménagement, il s'agit d'abord du respect de l'engagement pris par la collectivité publique. Ainsi, dans le dossier du quai des Bergues, qui remonte bientôt à 15 ans, la CCIG (déjà interpellée à l'époque) et les commerçants avaient reçu l'assurance, courriers de la municipalité à l'appui, que le projet que la Ville de Genève avait l'intention de réaliser serait « en tout point conforme à ce qui a été convenu avec les riverains ».

Le concept prévu était réussi : de longs bancs invitaient à la flânerie à l'ombre de beaux feuillages, piétons, cyclistes, automobiles cohabi-

taient harmonieusement dans une zone de rencontre bien conçue. Les commerces et entreprises installés sur le quai attendaient donc avec impatience le jour où ils pourraient reprendre une activité normale.



Quand on regarde les « aménagements » livrés l'an dernier, force est de constater qu'il y a eu tromperie sur la marchandise. Pas étonnant dès lors que personne ne soit satisfait. Le député et conseiller municipal Christo Ivanov, qui suit ce dossier depuis de longues années, ne comprend pas ce volte-face : « De la végétalisation était prévue, comme c'est le cas à la rue Leschot, avec des oliviers ou des arbres dans de grands pots. Rien de tout cela ! Les aménagements ont été faits au rabais, sans aucune réflexion ni dialogue avec les riverains, les hôteliers ou les commerçants. » Et de compléter : « Le peuple genevois a voté pour une complémentarité du trafic. Il est possible de faire cohabiter de

manière intelligente les piétons, les vélos et les voitures. »

## « LES AMÉNAGEMENTS ONT ÉTÉ FAITS AU RABAIS, SANS AUCUNE RÉFLEXION NI DIALOGUE. »

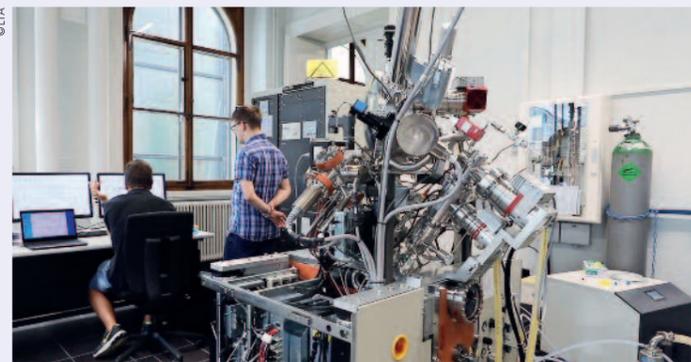
Aussitôt dit aussitôt fait, un collectif d'habitants déboule, banderoles sous le bras, pour réclamer la mise en zone piétonne. Et que font nos autorités ? Elles retournent leur veste, s'assoient sur les promesses faites aux commerçants, et déclarent à la presse qu'elles vont finalement réaliser un test de piétonisation. Ce mépris des engagements pris est tout bonnement inacceptable. Sur le fond, il n'y a pas de raison d'opposer les différents utilisateurs des quais. Une zone de rencontre limitée à 20 km/h avec du mobilier urbain de qualité et placé intelligemment, il n'en faudrait pas davantage pour concilier les aspirations des uns et des autres. Un centre-ville vivant passe par des commerces en activité. Le jour où ils auront mis la clé sous la porte, il n'y aura plus grand monde pour se balader dans les rues ! ■

## LA SUITE DE L'HISTOIRE

# Nouveaux robots pour aider les entreprises

Dans l'article du CCIGinfo de juin 2019, consacré au Laboratoire de Technologie Avancée (LTA), était évoqué le lancement à la fin de l'année dernière de nouveaux pôles techniques.

Aujourd'hui, une plateforme d'analyse chimique est déjà opérationnelle grâce à deux nouvelles machines installées dans les locaux universitaires du Quai Ernest-Ansermet. Plusieurs projets académiques et en lien avec des entreprises ont pu être menés dans la foulée.



■ PLUS D'INFORMATIONS SUR LE LTA :

<https://tinyurl.com/v2y5zd8> <https://tinyurl.com/rzb86rd>

Cette rubrique a pour but de relater l'avancement de projets dont le CCIGinfo s'est déjà fait l'écho, au fil de l'actualité.

## COMMERCE INTERNATIONAL

## Le libre-échange se poursuit... discrètement

Tandis que la politique américaine insuffle un climat protectionniste, des accords de libre-échange se négocient néanmoins entre la Suisse et plusieurs pays, dont l'Indonésie.

Berne et Jakarta sont en pourparlers: le 2 décembre dernier, le conseiller fédéral Guy Parmelin a reçu le ministre indonésien du commerce Agus Suparmanto. Son Etat de 263 millions d'habitants connaît une forte croissance. En plus d'un accord de libre-échange, la Confédération négocie l'obtention

d'un accord de protection des investissements, seul garant de conditions cadre fortes pour le secteur privé helvétique. Cent cinquante entreprises suisses sont actuellement installées en Indonésie, où elles investissent plusieurs milliards de francs. Les opportunités d'affaires, surtout en matière d'infrastructures, y sont immenses. La CCIG ne manquera pas d'apporter son soutien à la conclusion d'accords. Elle rappelle que la prospérité suisse dérive de son ouverture au monde et que la prévisibilité offerte par ceux-ci est nécessaire à la bonne marche des affaires. ■

## La Suisse, reine de la matière grise

La CCIG a pu rappeler l'importance de l'innovation pour l'économie helvétique, en marge du *World Economic Forum* de Davos.

La tenue de la *Caspian Week*, rendez-vous organisé cette année entre le 20 et le 24 janvier à Davos, a donné l'occasion au directeur général de la CCIG, Vincent Subilia, de s'exprimer sur la nécessité de disposer d'un cadre normatif favorisant l'innovation, tout en soutenant la création de valeur économique durable pour les entreprises. Devant l'auditoire, il a rappelé la force de la législation suisse: «Privé de matières premières, notre pays a toujours dû miser sur sa matière grise, son innovation. Historiquement, c'est une *Willensnation*, autrement dit une

nation fondée sur la volonté de favoriser un destin commun respectueux des particularités, d'où son système fédéraliste. De fait, la Suisse offre un exemple inégalé de législation forte et intelligente du travail, un arbitrage équilibré entre la compétitivité et l'approche consultative». Ce droit assure ainsi une liberté entrepreneuriale, une flexibilité favorable à la prospérité; il dispose aussi de quelques restrictions proportionnées, mais non d'entraves réglementaires. Pour rappel, la *Caspian Week* constitue un rendez-vous régulier pour les acteurs économiques intéressés par cette région stratégique d'Asie centrale.

Deuxième événement annuel qui se tenait à Davos dans un écrin de

sérénité, le SIGEF (*Social Innovation and Global Ethics Forum*). Une manifestation organisée par Horyou, le réseau social orienté vers l'action solidaire, dont Genève avait accueilli les éditions 2014 et 2015.

Traitant de questions contemporaines telles que l'intelligence artificielle, le mode de vie durable ou les énergies renouvelables futures, SIGEF invite des conférenciers de renom et offre des possibilités de réseautage incomparables à des dirigeants d'entreprises, représentants d'ONG ou autorités gouvernementales. ■

■ POUR EN SAVOIR PLUS:

[www.caspianweek.com](http://www.caspianweek.com)

[www.sigefdavos.com](http://www.sigefdavos.com)

## CRYPTOMONNAIES

## La libra, un nouveau paradigme à apprivoiser

La libra, monnaie électronique annoncée en juin dernier, suscite des inquiétudes chez les acteurs de la finance. C'était l'un des thèmes du *Forum Horizon 2020*, organisé par Le Temps le 28 janvier au Campus Biotech, avec le soutien de la CCIG.

Perçue encore par beaucoup comme une menace concurrentielle, la libra peut pourtant apporter une solution innovante au secteur financier et, au-delà, à toute l'économie. L'association éponyme, basée à Genève et née sous l'impulsion du géant Facebook, croit beaucoup en son potentiel. Ceci particulièrement dans les pays en développement où des millions d'utilisateurs ne disposent pas de compte bancaire. Néanmoins,

des pays-clé comme les Etats-Unis ou des multinationales telles que Vodafone se sont désengagés de ce projet d'ampleur. Une mesure apaisante pourrait passer par l'adossement de la libra au dollar et à l'euro, a suggéré Facebook l'automne dernier. Reste à savoir si, à terme, le réseau social et l'association Libra continueront à œuvrer côte à côte pour le lancement concret de cette monnaie.

### La BNS nullement court-circuitée

Selon Cédric Tille, professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, «les banques centrales opèrent sur la base de mandats comme celui d'assurer la stabilité

des prix», ce que la libra ne vient pas directement contrarier. Ce nouveau venu sera en effet obligé de s'aligner sur les règles financières des pays où il aura cours. Pour Sébastien Kraenzlin, responsable des opérations bancaires à la Banque nationale suisse (BNS), «les utilisateurs s'adresseront à des revendeurs agréés en qui ils devront avoir confiance». Lors d'un récent séminaire à la CCIG, Jean-Marc Falter, membre de la Direction de la BNS, a dit observer avec intérêt la venue de ce nouvel acteur: «Il est vrai que, contrairement aux bitcoins qui n'auront pas de portée sur nos activités, la libra pourrait changer nos habitudes, malgré sa stabilité» (voir encadré ci-contre). Mais ses responsables sont actuellement

davantage accaparés par la prolongation des taux d'intérêt négatifs.

### Une création «à la demande»

La libra a les arguments pour s'imposer, à condition que ses contours soient mieux précisés et le soutien renforcé. Plus généralement, Genève possède l'expertise nécessaire pour s'ériger en plate-forme mondiale de la gouvernance des cryptomonnaies. Le récent *Blockchain Congress 2020*

à Palexpo et que la CCIG a soutenu l'a encore prouvé. Bertrand Perez, secrétaire général de l'association Libra, s'est voulu rassurant, déclarant que «la libra ne ferait pas de création monétaire». Et la monnaie scripturale conserve un poids bien supérieur aux flux monétaires. Pour l'heure, les différentes banques centrales restent les principales garantes de la stabilité du marché monétaire. ■

### La libra, comment ça marche?



La libra a été conçue comme un *stable coin*. Autrement dit, sa valeur monétaire sera constante car rattachée à un panier d'actifs stables (monnaies et obligations d'Etat regroupées dans une réserve). Une unité ne sera créée que lorsqu'un utilisateur voudra en acquérir: il effectuera un versement en monnaie traditionnelle et recevra des libras, comme pour toute opération de change classique. Une transaction en libras, transfrontalière ou non, sera réalisée en seulement quelques clics.

## COMMUNIQUEZ CIBLÉ AVEC LA CCIG!

Pour toucher directement les décideurs genevois, placez une annonce dans l'un des vecteurs d'information de la CCIG:

- ▶ Le magazine CCIGinfo, tiré à 3700 exemplaires, paraît onze fois par an.
- ▶ La newsletter électronique, l'eCCIG, est envoyée une fois par semaine à près de 7400 destinataires.



Pour obtenir les spécifications techniques et les tarifs ▶



ALIMENTAIRE/MATIÈRES PREMIÈRES

# Le chocolat, l'or noir de la Suisse !



Le chocolat n'est pas qu'un produit identitaire de la Suisse, c'est une économie en soi, aux retombées conséquentes. Plusieurs participants de Festichoc, Membres de la CCIG, livrent leurs impressions.



Le chocolat reste apprécié des Helvètes, l'un des plus gros consommateurs au monde.

Saviez-vous que le cacao représentait le troisième marché mondial après le sucre et le café ? Aujourd'hui, sa production se répartit entre 45 pays, dont 60 % en Afrique de l'Ouest. Les 3 millions de tonnes de fèves vendues annuellement pèsent 4 milliards d'euros de chiffres d'affaires. Le négoce de cette matière première, en lien étroit avec Genève, a longtemps subi de fortes fluctuations de prix. Les ventes de chocolat chez les Helvètes se tassent depuis des années : à cause de la force du franc, ce produit est désormais davantage importé, tandis que deux tiers de la production indigène sont exportés.

La composition des chocolats répond à une réglementation stricte. Certains pays européens demandent l'autorisation de remplacer 5 % du beurre de cacao par des graisses végétales. En tant que premier producteur mondial de cacao, la Côte d'Ivoire a déjà anticipé ce risque en développant la culture du karité, possible substitut au beurre de cacao.

## Des spécialités appréciées



Des talents, Genève en compte à la pelle. Présents depuis trois générations, les Chocolats Rohr font partie des références de la place. La marque réalise ses productions artisanales dans un atelier carougeois et les vend dans quatre boutiques. « Pendant longtemps, notre famille a conservé un certain culte du secret par peur de l'espionnage industriel. Désormais, nous privilégions une certaine transparence, car le public est curieux de découvrir les gestes artisanaux », explique la co-responsable **Nicole Rohr**. Concernant la main-d'œuvre qualifiée, les associa-

tions sectorielles donnent souvent un coup de pouce bienvenu. « Il importe de toujours innover, mais dans le respect des traditions. C'est ainsi que l'on a relancé notre forêt-noire non alcoolisée. Nous faisons aussi des glaces durant l'été : une diversification qui évite les creux que connaît la chocolaterie en dehors des fêtes habituelles ».

## Des distinctions en nombre



**Stéphane Oberson**, chocolatier à ses débuts, dirige plusieurs boulangeries-confiseries. « À mon avis, l'un des problèmes actuels est que les chocolateries locales deviennent des produits d'investissement. Or, ces placements reposent sur des bases fragiles avec des boutiques transmises brutalement ». Le canton dispose d'un savoir-faire et d'une qualité de matières premières exceptionnels. Le *Swiss made* et la Genève internationale contribuent à attirer une clientèle intéressante. « Je constate que le cacao se transforme parfois en produit d'excellence, à l'instar du café ou des grands crus », remarque Stéphane Oberson.



À la tête de l'entreprise éponyme avec trois boutiques, **François Wolfisberg** a longtemps été actif dans la boulangerie-pâtisserie. Mais le chocolat commence à prendre le dessus : « J'ai été très motivé par la récente commande de marmites d'un groupe horloger », avoue-t-il. Pour présenter une gamme variée de chocolats pralinés, il se ravitaille auprès d'un seul fournisseur helvétique qui lui garantit le label équitable *fairtrade*. Ce choix lui confère aussi qualité fiable et prix stables. Il fait notamment

la promotion de ses produits innovants sur les réseaux sociaux. Et, afin de contenter la demande de ses clients en été, il s'est également lancé dans les glaces. François Wolfisberg aime transmettre sa passion durant l'année dans des ateliers tout public : « La formation des jeunes est essentielle ; notre maison compte sept apprentis dont certains deviendront à coup sûr nos employés. C'est la meilleure façon d'assurer le recrutement dans la continuité ». L'une de ses apprenties est d'ailleurs montée sur le podium en 2019 lors du championnat du meilleur apprenti pâtissier-confiseur.

## Choix délibéré du haut de gamme



**Vincent Canonica** est issu d'une famille qui a fait la renommée des cuisines de l'aéroport de Genève. En 2011, ce passionné a lancé la maison de chocolats du groupe et a rapidement installé un laboratoire moderne à Vernier, où se font la recherche, la production, l'emballage et le marketing. La particularité de cette entité ? Ne pas avoir de boutique de plain-pied, hormis quelques points de vente dans les zones de transit des aéroports. « En revanche, nous travaillons avec des magasins partenaires et par internet », explique Julie Jammes, responsable communication de Canonica SA. « Notre Maître chocolatier Samuel Romagné et son équipe de spécialistes ont été plusieurs fois primés lors de concours internationaux », se réjouit-elle. C'est volontairement que le segment du haut de gamme a été visé pour répondre à une clientèle exigeante. Malgré certains produits traditionnels, son laboratoire s'évertue à innover et à surprendre au fil du temps.



**Philippe Pascoët**, installé à Carouge et au centre-ville, charme les papilles des amateurs de cacao. Friand de mélanges subtils, il excelle dans la maîtrise des parfums novateurs, ce qui lui a valu nombre de distinctions. « À Genève, le secteur a été bien dépoussiéré au début des années 2000 avec l'arrivée d'artisans audacieux, ce qui a poussé les plus anciens à se remettre en question », lance Philippe Pascoët. Cela a amené un excellent niveau, et pousse à ce que la formation des collaborateurs soit sans cesse poursuivie : « Nous avons été

accrédités pour former des apprentis sur CFC spécifique ». Et que pense-t-il de la reprise de chocolatiers genevois par des investisseurs extérieurs ? « Tant que cela se fait dans un bon esprit, cela contribue à la pérennité financière. N'oublions pas que les prix des locations et du personnel sont élevés au centre-ville sans parler de la lenteur de certaines autorisations administratives ». Le fait de garder un dosage de traditions et d'innovations récolte aussi son assentiment, car la créativité est importante : « Mais faire un chaudron à la place d'une marmite de l'Escalade est un sacrilège ! », lance-t-il ironiquement. ■

## Festichoc, un régal pour tous les âges

Interview d'Alex Goldenberg, chef du service des sports et manifestations de Versoix et responsable de l'organisation de Festichoc

### Comment est née l'idée d'organiser Festichoc à Versoix ?

L'idée était de promouvoir la commune en s'appuyant sur deux entreprises prestigieuses qui y avaient leur siège, à savoir le chocolatier Marc-André Cartier et la société Favarger. La 1<sup>re</sup> édition de 2005 a d'emblée dépassé nos attentes, attirant 8000 personnes sur un jour ! La fréquentation a progressé jusqu'à 60 000 personnes en un week-end l'an dernier.

### Ce succès est-il dû à sa quasi-gratuité, selon vous ?

Bien sûr, le fait que l'entrée ainsi que onze des treize animations soient gratuites y contribue. Mais c'est surtout le chocolat sous toutes ses formes qui allèche le public, et nous faisons tout pour que cette manifestation reste à la hauteur des espérances. Par exemple, depuis 2017, la totalité des artisans chocolatiers présents sont suisses. Pour conserver une taille humaine et une excellente ambiance, nous devons désormais refuser des exposants.

### Comment faites-vous pour satisfaire à la fois les exposants et la commune ?

Pour les artisans, il s'agit d'une manifestation à vocation commerciale, alors que pour nous, qui gérons entièrement la manifestation, Festichoc garde son rôle de promotion économique et d'image de notre ville. Elle est d'ailleurs relayée en Suisse par nos partenaires médias et à l'étranger par Présence Suisse.

### Cet événement est-il aussi une vitrine pour attirer les chocolatiers de demain ?

Bien sûr. Le festival collabore d'ailleurs avec l'école de formation des apprentis pâtissiers-confiseurs du canton en mettant en place un concours de sculptures en chocolat ainsi qu'avec l'Espace Entreprise du Département de l'instruction publique, qui assure la formation professionnelle des stagiaires à la pratique commerciale. Certains d'entre eux réalisent notamment la communication digitale du festival. La commune confie aussi diverses tâches rémunérées à 120 de ses jeunes pour leur donner une première expérience professionnelle.

**Festichoc 2020 se déroulera les 28 et 29 mars 2020 à l'Espace Lachenal de Versoix. Au rang des animations, des chasses aux trésors, une exposition de sculptures chocolatées, sans oublier la visite de la fabrique Favarger voisine. En plus des 34 stands du Salon des Artisans s'ajoutent des stands de restauration et des manèges.**

## Des goûts et des couleurs

Inventé en 1876 à Vevey, le chocolat au lait est constitué de la masse de cacao, de beurre de cacao, de sucre et de la poudre de lait. Le chocolat noir se fabrique sans ce dernier ingrédient et le chocolat blanc sans masse de cacao. Si le segment du « noir » atteint 60 % à Genève, le chocolat au lait maintient sa position No 1 en Suisse alémanique. Le géant Nestlé a récemment retravaillé son chocolat au lait Cailler, mettant moins de sucre, davantage de lait et de cacao pour procurer un goût plus intense. Si remanier une recette permet de suivre les tendances du moment, le risque de rebuter les consommateurs fidèles doit être pris en compte.

## NOUVEAUTÉ

## La CCIG sur la bonne longueur d'onde

Depuis le 30 janvier, la CCIG a sa propre émission radio filmée sur Radio Lac. Intitulée « **Parlons économie** », elle est diffusée le jeudi entre 14h et 15h et fait l'objet d'un podcast. En tout, 43 émissions de 20 minutes, animées par Philippe Verdier, sont prévues par année.

Au contenu informatif, ces émissions se composent de quatre blocs distincts: le premier, « 3 minutes pour comprendre », apporte un éclairage pédagogique de la CCIG

sur l'actualité économique locale. La seconde partie, « Genève bouge pour la planète », donne la parole à un entrepreneur actif dans le développement durable, afin qu'il mette en avant ses meilleures pratiques. Le troisième volet, « Genève innove », permet à une autre entreprise de s'exprimer sur une innovation qu'elle soutient. Enfin une dernière partie, « le Focus », met l'accent sur l'une des thématiques abordées dans l'actualité, notamment événementielle, de la CCIG. ■

## PODCASTS

L'émission « Parlons économie » peut être retrouvée en podcast vidéo sur les sites de radiolac.ch et de la CCIG. Par ailleurs, rappelons qu'un podcast sonore résumant la newsletter hebdomadaire, l'eCCIG, est désormais intégré à son envoi du mercredi. Les deux séries de podcasts peuvent être (ré-)écoutées sur le site de la CCIG, [www.ccig.ch](http://www.ccig.ch), rubrique Médias/Postcasts.

## CCIG

## Deux nouvelles têtes à la Communication

L'équipe « comm » de la CCIG a le grand plaisir d'accueillir deux nouvelles recrues en ce début d'année: **Naouel Ben Aziza** et **Alysson Dutheuil**. Ces deux jeunes femmes viennent renforcer un département dont les activités ne cessent de s'étoffer.



Détentrice d'un Master en arts visuels et d'un Brevet fédéral de spécialiste en relations publiques, Naouel Ben Aziza (photo de gauche) apporte son expérience en matière de relations publiques (organisation de manifestations, rédaction de textes) et ses compétences en création graphique. Alysson Dutheuil (photo de droite), quant à elle, détient un Master en Management du Luxe, domaine

dans lequel elle a géré de nombreux événements. Toutes deux se réjouissent de découvrir les nombreux aspects de l'économie genevoise que la CCIG défend.

Et comme elles ont pour mission, entre autres, de développer de nouveaux événements permettant la mise en relation des Membres de la CCIG, ces derniers auront bientôt l'occasion de faire leur connaissance! ■

## INNOVATION

## Innovons ensemble grâce à Open Geneva!



Innovation ouverte, design thinking, hackathons, business models 4.0... Que signifient concrètement ces concepts? Comment ces pratiques innovantes ouvrent-elles la voie à de nouveaux modèles de croissance? Pour le découvrir, il suffit de retenir les dates du 18 et du 19 mars prochain et de participer aux deux événements que la CCIG co-organise dans le cadre du festival d'innovation ouverte « Open Geneva ».

Le 18 mars, l'événement mettra l'accent sur l'utilité des outils d'innovation pour résoudre des problématiques RH. Il inclura, dans un premier temps, un panel réunissant des intervenants issus des domaines du management, des ressources humaines et du consulting: Gaëlle Jourdan, responsable de l'acquisition des talents et de la marque employeur à SIG, Nathalie Brodard, fondatrice du cabinet de recrutement Brodard Executive Search, et Marcelo Olarreaga, doyen de la faculté Geneva School of Economics and Management.

Le panel sera suivi d'un atelier de co-création lors duquel les participants travailleront sur des problématiques existantes à travers l'étude des cas réels qu'ils auront proposés.

**Les Membres de la CCIG qui sont confrontés à des problématiques de recrutement, de fidélisation des collaborateurs ou à tout autre difficulté liée au domaine des ressources humaines sont appelés à les transmettre à la CCIG** (mail à Alexandra Rys, [a.rys@ccig.ch](mailto:a.rys@ccig.ch)). Ils pourront faire l'objet d'un traitement lors de l'atelier de co-création.

L'événement du 19 mars débutera quant à lui par un atelier pratique animé par Pierre Mirlesse, MSc HEC



Le programme d'Open Geneva 2020 a été dévoilé lors d'un « meet up » à la CCIG en février.

en Innovation, consultant vente et co-fondateur de Open Geneva. Cet atelier a pour objectifs d'aider les participants à développer leurs ventes grâce à l'innovation, à repérer les signaux d'opportunités du marché et à construire une culture d'innovation collaborative avec leurs employés, clients, partenaires et fournisseurs. Mais également à

comprendre et utiliser au mieux les différentes formes d'innovation en entreprise, qu'elles soient ouvertes ou fermées, internes ou externes, continues ou de rupture. L'atelier se conclura par un exercice en groupe de « mini-hackathon » afin d'examiner concrètement le rôle du hackathon dans les processus d'innovation de l'entreprise. ■

**Mercredi 18 mars 2020**

de 9 h (accueil dès 8 h 30) à 16 h - CCIG

### Les business models 4.0 et les outils d'innovation appliqués aux RH



Les participants recevront une documentation à la suite de cette formation.

**Jeudi 19 mars 2020**

de 8 h (accueil dès 7 h 45) à 12 h - CCIG

### Développer ses ventes grâce à l'innovation



PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: [agenda.ccig.ch/agenda](http://agenda.ccig.ch/agenda)

EN PARTENARIAT AVEC HIFLOW

### Inspiration-Idéation-Impact: Quand le vivant nous fait agir

**Mercredi 25 mars 2020**

Journée et soirée - HiFlow, Plan-les-Ouates

## STARTUPS

## Natacha Gouais, graine d'entrepreneuse

Le Startup Weekend Genève 2020 a récompensé trois équipes dont l'une était menée par Natacha Gouais, en charge des partenariats à la CCIG. Et, avec ses complices, elle a gagné le premier prix: trois mois de coaching par Genilem! Le projet lauréat, intitulé « Why not », ima-

gine une solution pour rendre le « dating » des femmes sécurisé, orienté expérience et favorisant l'audace.

Le principe des Startup Weekend est le suivant: chaque participant est invité à présenter son idée et reçoit en retour les commentaires

de ses pairs. Des équipes se forment sur place autour des meilleures idées et partent pour 54h de création, d'études de marché, de définition de business model, de stratégie marketing, d'élaboration de plan financier, voire de prototypage. C'est au travers de « pitches » que les projets sont révélés au jury d'ex-

perts, exercice lors duquel Natacha Gouais a su se montrer persuasive. La CCIG se réjouit de compter parmi ses collaborateurs un aussi bon exemple d'entrepreneur en devenir! ■

POUR EN SAVOIR PLUS: <https://tinyurl.com/sx3tahn>



Natacha Gouais, tout à droite, et les membres de son équipe, ont gagné le premier prix.

## ÉTUDE SUR LA CROISSANCE

# Les indicateurs sous la loupe

Le CCIGinfo de novembre dernier annonçait le lancement par la CCIG d'une vaste étude sur la croissance économique. Son objectif est de déterminer des scénarios de réflexion et des outils d'aide à la décision sur la façon d'aborder la croissance à Genève. La première étape de cette étude, confiée à l'Institut de recherche appliquée en économie et gestion (Ireg), a consisté à définir les forces et faiblesses des modèles tant classiques qu'alternatifs utilisés pour mesurer la croissance. Etat des lieux.

Datant des années 1930, le **Produit intérieur brut** (PIB) propose une quantification de la valeur de marché des biens et services d'un pays. Mais ses lacunes sont nombreuses: le PIB ignore ce qui n'a pas de valeur de marché (comme l'économie souterraine ou le travail domestique), il ne mesure pas la qualité des biens et services produits et n'accorde aucune importance à la valeur du patrimoine national en général et des ressources naturelles en particulier. Or, une économie qui utilise ses ressources naturelles pour produire un bien voit ainsi son PIB augmenter alors que l'épuisement progressif de ses ressources devrait impacter son PIB de manière négative.

Enfin, le PIB étant une mesure agrégée, il fournit une indication de l'évolution générale de l'activité économique mais aucune information concernant la distribution de la richesse dans le territoire examiné. Depuis quelques années s'est ainsi fait ressentir le besoin de recourir à d'autres indicateurs, qui permettent de tenir compte des inégalités à l'intérieur des sociétés ainsi que de l'impact environnemental des activités humaines.

Créé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'**indice de développement humain** (IDH) se fonde sur trois dimensions: l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation et le niveau de vie. Mais, bien que cet indice englobe des dimensions supplémentaires, le classement des pays qui en résulte est quasiment le même qu'avec la seule mesure du PIB.

Le **Bonheur National Brut** (BNB) est quant à lui un indice développé par le gouvernement du Bhoutan. Bien qu'il soit resté cantonné à ce seul pays, le concept est digne d'intérêt car, dans son optique, la croissance ne constitue plus une fin en soi. Au contraire, son objectif est plutôt de raisonner en termes de seuils de suffisance à atteindre dans différents domaines (gouvernance, environnement, traditions culturelles, etc.). Il rejoint en ce sens le concept du développement

durable. Mais sa mesure est délicate car elle requiert de demander à des individus d'auto-évaluer leur niveau de satisfaction.

## La nécessité de concepts alternatifs pour accompagner la croissance

La croissance du PIB apparaissant de plus en plus clairement comme un objectif difficilement soutenable et peu désirable en termes sociaux, d'autres concepts sont maintenant sur le devant de la scène. Il s'agit par exemple du développement durable, de la croissance verte ou encore de la société à 2000 Watts.

## « DES CONCEPTS ALTERNATIFS À LA CROISSANCE DU PIB SONT AUJOURD'HUI SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE. »

Le concept de **développement durable** est une tentative pour penser une évolution des écosystèmes qui soit moins agressive et plus réfléchie. Dans les discussions économiques, l'accent est placé sur la responsabilité sociale des entreprises. Mais l'Etat a un rôle majeur à y jouer. En Suisse, des taxes incitatives, basées sur le principe du pollueur-payeur comme la taxe sur le CO<sub>2</sub> ou des mesures d'encouragement (par exemple pour la rénovation des bâtiments), ont été mises en place.

Le développement durable a fait l'objet de l'Etude économique 2019 de la CCIG. Ce document recense les bonnes pratiques des entreprises du canton et présente les bénéfices que celles-ci peuvent retirer des mesures environnementales. Il apparaît que bon nombre d'entreprises, à Genève et en Suisse, se sont déjà saisies des nouvelles opportunités d'affaires créées par le développement durable.

Notons que la **finance durable**, dont Genève aimerait se positionner comme la capitale, fait partie des concepts du développement durable. Elle vise à générer un rendement non seulement financier mais également écologique et social. La finance durable est une approche en matière d'investissement et de financement qui se veut à long terme.

Initiative suisse, la **société à 2000 Watts** est proche du concept du développement durable. Elle regroupe les prescriptions nationales de la Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral et a pour principe de limiter la consommation d'énergie de chaque habitant à 2000 Watts. L'efficacité énergétique et son intensité sont là cruciaux pour sa réalisation. Car ils pourraient permettre une diminution de la consommation d'énergie sans que les services rendus par cette dernière (lumière, carburant, chauffage...) soient péjorés.

La **croissance verte** repose sur l'idée qu'il est possible de découpler complètement croissance économique et émissions polluantes, et ce grâce au progrès technologique. Bien que l'OCDE, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Banque mondiale soutiennent cette théorie, des doutes existent quant au fait qu'elle soit réalisable.

Enfin, le concept de **décroissance** mérite d'être signalé car il est devenu un domaine de recherche de nombreux scientifiques. Son application pratique est cependant loin d'être évidente et suscite beaucoup de critiques. Il est notamment difficile d'imaginer comment la décroissance pourrait s'accommoder de la tendance démographique actuelle.

## « LES ENTREPRISES REVENDIQUENT UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DES ÉLÉMENTS LIÉS AU DÉVELOPPEMENT DURABLE. »

### Implications pour les entreprises

La question de la croissance économique soulève de nombreuses interrogations. L'impact de la démographie et de l'économie sur les ressources naturelles, tout comme sur le climat, n'est plus contesté. Dans un contexte de plus en plus internationalisé, de nombreuses entreprises revendiquent une meilleure prise en compte d'éléments liés à la promotion du développement durable, tels que la production locale ou le maintien de places de travail.

L'étude en cours poursuit sa compilation de données existantes sur la croissance à Genève, puis se consacrera à de la recherche empirique, comprenant la collecte de

données nouvelles, notamment à la lumière des enjeux pour les entreprises genevoises. Le CCIGinfo fera part de ces étapes dans ses prochaines éditions. ■

## Le Comité scientifique

Il est constitué des personnes suivantes, qui pilotent le projet :

- Prof. Andrea Baranzini – HEG Genève
  - Prof. Giovanni Ferro-Luzzi, HEG / Université de Genève (UNIGE), Institut de recherche appliquée en économie et gestion (Ireg)
  - Prof. Jean-Michel Bonvin, UNIGE, Institut de démographie et socioéconomie
  - Prof. Solène Morvant-Roux, UNIGE, Institut de démographie et socioéconomie
  - Prof. em. Bernard Lachal, UNIGE, Département Forel des sciences de l'environnement et de l'eau
  - Dr. Sylvain Wenger, UNIGE, Département d'histoire, économie et société
  - Prof. François Dermange, UNIGE, Faculté de théologie
  - Dr. Jasmine Lorenzini, UNIGE, Institut d'études de la citoyenneté
  - Prof. Sophie Swaton, Université de Lausanne, Faculté des géosciences et de l'environnement
  - Nathalie Hardyn, Alexandra Rys et Karin Byland, CCIG
- + Collaborateur scientifique : Dr Sylvain Weber, Ireg

## INDUSTRIE

# Les déchets : une ressource à valoriser !

Le magazine « Le Monde de Demain »\* diffusera début mars sur Léman Bleu sa 11<sup>e</sup> émission, sur la gestion des déchets.

Cette émission comprendra l'interview en plateau d'Ercan Kahraman, responsable recyclage à Serbeco. Dans le reportage, Thierry Vialenc, directeur général de Sogetri SA, parle notamment de Sortera, un centre de tri optique

**INDUSTRIE-GENÈVE.CH**  
#LE MONDE DE DEMAIN

unique en Suisse, qui, totalement robotisé, traite à l'aide de l'intelligence artificielle les déchets provenant des entreprises du canton. On y entendra également Gilles Garazi, directeur exécutif Transition énergétique à SIG, qui évoquera le projet du nouveau centre d'incinération Cheneviers 4. ■

Pour voir la 10<sup>e</sup> émission du « Monde de demain », qui porte sur l'aéronautique industrielle : <https://tinyurl.com/lemondededemain10>



\* Pour rappel, les partenaires que sont la CCIG, l'OPI, la FTI, l'UIG et la DG DERI proposent chaque mois sur Léman Bleu une émission thématique de 12 minutes, qui fait découvrir la mutation de l'industrie genevoise. Une plongée au cœur des sociétés technologiques, pour découvrir le savoir-faire, la diversité des métiers et les talents des entreprises à la pointe du secteur.

AGENDA

**RÉSEAUTAGE**

**17h30 de la Chambre**  
Mardi 31 mars 2020 de 17h30 à 19h30

**7h30 de la Chambre**  
Jeudi 23 avril 2020 de 7h30 à 9h30

à la CCIG, bd du Théâtre 4, Genève

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: [agenda.ccig.ch/agenda](http://agenda.ccig.ch/agenda)

**RENCONTRE DU MANAGEMENT DURABLE**

Vendredi 20 mars 2020 de 12h à 14h  
CCIG, bd du Théâtre 4, Genève

**Responsable développement durable: c'est quoi?**

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: [agenda.ccig.ch/agenda](http://agenda.ccig.ch/agenda)

**TABLE RONDE DU GRAND GENÈVE**

Mardi 24 mars 2020 de 7h45 à 10h  
Archparc, Archamps, France

**Mise en place d'un plan RSE: outil marketing ou véritable valeur ajoutée pour votre entreprise?**

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) a récemment pris une grande importance. Cette Table ronde du Grand Genève propose un éclairage complet sur le sujet avec des interventions d'experts et des témoignages d'entreprises ayant mis en place un plan RSE.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: [agenda.ccig.ch/agenda](http://agenda.ccig.ch/agenda)

Lundi 20 avril 2020 de 17h à 21h  
Palexpo, Centre de congrès, Le Grand Saconnex

**Dîner annuel précédé de la 155<sup>e</sup> Assemblée générale de la CCIG**

Les Membres et les invités recevront un carton d'invitation en temps voulu.

Save the date

**FORMATION RÉSERVÉE AUX MEMBRES**

Jeudi 14 et vendredi 15 mai 2020 - CCIG

**Négociations commerciales complexes**

Cette formation a pour objectifs de pratiquer des mises en situation efficaces et opérantes, d'identifier les trois schémas traditionnels: rapport de force, manipulation, compromis pour en sortir, d'influencer la négociation dans une optique d'intégration de valeur et d'aborder les négociations avec stratégie et confiance en soi.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: [agenda.ccig.ch/agenda](http://agenda.ccig.ch/agenda)

**VOIR AUSSI / OPEN GENEVA (page 6)**

- Le 18 mars 2020: Les business models 4.0 et les outils d'innovation appliqués aux RH
- Le 19 mars 2020: Atelier pratique - Développer ses ventes grâce à l'innovation

**IMPRESSUM**

**CCIGinfo**

Bulletin d'information destiné aux Membres de la CCIG.  
Paraît 11 fois par an, 3700 exemplaires

**Responsable d'édition:**  
Alexandra Rys

**Rédaction:**  
Naouel Ben Aziza, Karin Byland, Fabienne Delachaux, Nicolas Grangier, Alexandra Rys

**Publicité:**  
HP media SA, tél. 022 786 70 00

**Conception:** ROSS graphic design

**Impression:** Atar Roto Presse SA, Satigny

**Informations:**  
publications@ccig.ch

**EDITEUR**

**CCIG**  
Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

4, boulevard du Théâtre - 1204 Genève

Adresse postale  
Case postale 5039 - 1211 Genève 11  
Tél. 022 819 91 11 - Fax 022 819 91 00

FSC MIXTE  
Papier issu de sources responsables  
FSC® C154575

myclimate  
neutral  
myclimate.org



Le portail en ligne des entreprises  
**easygov.swiss**

**easygov**

Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

PARTENAIRES

**PLATINE**

**SKYNIIGHT**

**OR**

**BCGE** **Groupe Mutuel**  
Assurances  
Versicherungen  
Assicurazioni

**CGN** **TGV Lyria** **GONET 175<sup>th</sup>**  
BANQUIERS 1845 2020

**ARGENT**

**école-club** **MEDIAONE CONTACT** **GED - COREURS .IT** **BeVisible SWISS**  
MIGROS GLOBAL REACH, LOCAL TOUCH devillard

**BRONZE**

**Allianz** **PROTECTAS** **PSS IT solutions SA** **BDO** **eu Business School**

**generation easyJet** **P&G** **SWISS RISK CARE** **integral Groupe** **BALESTRAFIC**

**JTI** **fert** **INSTITUT FLORIMONT** **SIG** **TRUB TP PUBLICITE SA**